

Lutte contre la violence domestique: accord de principe

Plus d'une année après le dépôt du projet de loi sur la violence domestique, le Conseil d'Etat vient de publier son avis. Si l'on pouvait croire que ce long délai signifiait une approche plutôt machiste, connue depuis des décennies, de l'honorable institution, cette analyse s'avère néanmoins bien trop simpliste au vu des 19 pages produites. Le Conseil d'Etat, auquel appartiennent entre-temps trois femmes, n'acquiesce pas seulement l'existence de cette "forme de violence la plus répandue", mais accepte également le concept du projet de loi, qui est celui de la "Wegweisung", c'est-à-dire de l'expulsion des auteurs de la violence de leur domicile. Une lecture détaillée montre cependant que des aspects importants de ce concept sont remis en question par le Conseil d'Etat: il voudrait restreindre le cercle des victimes potentielles aux partenaires, ainsi qu'aux ascendant-e-s et descendant-e-s, méconnaissant par là les réalités complexes de la vie familiale. En outre, il réduit l'expulsion à une "mesure d'urgence" et en conclut que celle-ci doit, en principe, être réduite à trois jours. Une approche non seulement peu adaptée aux situations concrètes, mais qui révèle aussi une certaine incompréhension du phénomène des relations de violence.

Die Umweltmedizin voran bringen

"Wir dürfen nicht nur die großen Krisen sehen, die alltäglichen Umweltbelastungen machen auch viele Menschen krank", unterstrich Jean Huss am vergangenen Montag auf der Pressekonferenz von "Déi Gréng" zur Umweltmedizin. In den vergangenen Jahren habe ein Bewusstseinswandel stattgefunden, nun müsse eine Gesundheitspolitik her, die präventiv und nicht nur kurativ wirke. Dazu sollen die Krankenkassen die Rückzahlung von umweltmedizinischen Eingriffen wie Amalgam-Entfernungen ermöglichen und spezielle Tarife für Besuche beim Umweltarzt einführen.

Kernpunkt der grünen Forderungen ist ein Gesetzesvorschlag zur Schaffung eines "Institut national de santé environnementale". Das soll die Bereiche Laboranalyse, ärztliche Versorgung und Baubiologie unter einem Dach vereinen. "Nur so ist ein 'suivi' der Patienten und der betroffenen Maßnahmen möglich", erklärt Jean Huss. Für stationäre Behandlung soll eine "Clean unit" errichtet werden, ganz aus Naturmaterialien erbaut und geschützt vor Belastungen wie Rauchen, Handys und Abgasen. Die Eigenbeteiligung der PatientInnen soll niedrig bleiben, weil sie die Sanierung schon teuer zu stehen kommt. "Höchstens 15 Prozent; Umweltmedizin soll kein Luxus sein", so Jean Huss.

Anti-MonarchistInnen feiern könig(Innen)lich

Rechtzeitig zum Nationalen Feiertag, also an diesem Samstag ab 14 Uhr, ruft die Initiative "Jugend fir Fridden an Gerechtegkeet" zu einer "anti-monarchistischen Friedensparty" auf der Königswiese im Luxemburger Stadtpark auf. Für alle die, die keine Lust haben dem Großherzogspaar, "déi eigentlech net méi wert sin wei déi aner Leit och", zuzujubeln, die lieber Musik hören oder selber spielen wollen, sind herzlich willkommen. Feierlicher Höhepunkt des Festes ist die Umbenennung der Monarchenwiese, nach dem Motto: "Monarchen brauchen mer am Jor 2002 keng méi, an dem Heng sein Tonnen Frick hätten aner Leit op der Welt batter néidig!" Vive!

Neuer an Bord

Die woxx gibt hiermit offiziell bekannt: Es gibt wieder einen mehr im Team. Stefan Kunzmann heißt der neue Redakteur, der für den in die Kulturredaktion gewechselt Germain Kerschen kommt und sich künftig mit den anderen KollegInnen um den aktuellen Teil der woxx kümmern wird. An dieser Stelle deshalb herzliche Willkommensgrüße. Damit erhöht sich auch - für jene, denen das wichtig ist zu wissen - der teutonische Input bei der woxx. Zudem wird die Reihe der woxx-K-lerInnen dichter: Auf gk, ik, und rk folgt nun sk als Kürzel.

CHARGE-E-S DE COURS

Verdict sur les auxiliaires

Le parlement vient de trancher, lors d'une dernière ligne droite mouvementée, sur le sort des chargé-e-s de cours de l'école primaire. Pour combien de temps?

(roga) - Depuis près de trois ans, le parlement n'a de cesse d'autopsier et de remettre en forme à peu près convenable, moult cadavres législatifs et exécutifs des gouvernements antérieurs.

Il est certes difficile d'évaluer avec précision l'évolution de la démographie scolaire, pour planifier raisonnablement les infrastructures scolaires et les besoins en personnel enseignant. Pour le démontrer, Anne Bras-seur cite, lors de son intervention finale à la tribune de la Chambre, les pronostics de l'étude "Prognos" de 1989. Celle-ci estimait, pour l'année 2002, la population scolaire à 100.000 élèves en moins, comparé à l'état actuel. Avec, en plus, une tendance vers le bas. Malgré les projections vers l'"Etat des 700.000", les doutes sur l'évolution des besoins en personnel enseignant pour la décennie à venir persistent. Les syndicats estiment que la fin de la pénurie d'enseignant-e-s est proche. Le gouvernement affirme le contraire. Divergence à clarifier dans dix ans ...!

Personne n'est content

Il était clair que dans un dossier tellement bloqué, il aurait été difficile d'arriver à un consensus général, si cher au système social luxembourgeois.

Mais la ministre, après avoir essayé de résoudre les problèmes essentiels, liés à l'antagonisme entre l'amélioration de la qualité de l'école et le devoir de régulariser des chargé-e-s de cours devenu-e-s indispensables, semble avoir perdu son souffle sur la dernière ligne droite. C'est en tout cas le reproche que lui adressent les fractions des socialistes et des verts.

La commission parlementaire avait bien organisé un ultime hearing, de près de trois heures, avec des délégations des concerné-e-s. Certains membres de la commission avaient alors cru percevoir un terrain d'entente sur deux points essentiels. Si déjà les jugements des tribunaux forcent les communes à embaucher certaines catégories de chargé-e-s de cours comme employé-e-s privé-e-s à leur service, il devrait être normal que ces personnes assument également les 120 heures de formation continue, octroyées aux candidat-e-s du fameux pool des remplaçant-e-s, devenu exclusivement national. A titre de compensation, une sixième catégorie de personnel éligible sur les listes des conseils communaux serait créée. Ce qui éviterait que des chargé-e-s ne soient plus reconduit-e-s dans leur fonction, suite au recrutement de personnel breveté, tandis que dans d'autres communes, l'on serait

amené à engager de nouvelles personnes.

Ces amendements étaient présentés par les verts dans la commission et par les socialistes en séance plénière. Hélas, le gouvernement se refusait à les admettre sous des prétextes houleux.

Les limites du dialogue

Dans la même lignée de clôture du dialogue, le gouvernement semble avoir opté pour la non-adoption des motions de l'opposition, ce qui était déjà massivement le cas lors des débats scolaires de novembre 2000. Comment expliquer autrement le fait que la ministre refusait deux motions visant à créer le plus rapidement possible une deuxième voie de formation au sein de l'ISERP?

Mêmes réserves concernant la question d'une décommunialisation de l'affectation des enseignant-e-s de l'enseignement primaire. Beaucoup de responsables de conseils échevinaux ne verraient pas d'un oeil malveillant si toute cette houleuse procédure de vacances de postes, de différentes listes de candidatures et de désignation par vote secret, suivant des critères d'appréciation personnelle, leur serait enlevée et transférée vers une autorité de distribution plus compétente, p.ex. l'inspectorat. D'ailleurs la réforme sera de ce dernier sera votée à brève échéance. Mais, comme de coutume, elle se limite à des ajustements administratifs sans panache.



PALÄSTINA

Sicherheit für beide Seiten

Im Vorfeld des EU-Ministerrates überreichte eine internationale Delegation eine Petition für eine sofortige Anerkennung Palästinas.

(ergué) - Bis zu 15.000 Menschen hatten am Sonntag anlässlich der "Six heures pour la Palestine" in Brüssel auf riesigen Plakaten ihre Unterstützung für die palästinensische Sache kundgetan. Es liegt an der etwas ungewöhnlichen Art und Weise die Unterschriften einzusammeln, dass die effektive Zahl der UnterstützerInnen nur unpräzise bestimmt werden konnte. "Wir haben eine ungefähre Hochrechnung auf Basis der beschriebenen Quadratmeter gemacht, auf jeden Fall war das Fest im 'Parc du Cinquantenaire' ein voller Erfolg", so Henri Wehenkel der mit anderen Mitgliedern des Luxemburger 'Comité pour une Paix Juste au Proche Orient' in der belgischen Hauptstadt mit dabei war.

An der Überschriftenüberreichung, am nächsten Tag in Luxemburg, sollten eigentlich vier Zeugen, die sich noch kürzlich im Krisengebiet aufgehalten hatten, teilnehmen: Mustapha Barghouti, Direktor des palästinensischen Gesundheitsdienstes, Jihan Anastas, Kulturschöpfung aus Bethlehem, Michel Warschawski, nach Israel emigrierter elsässischer Jude, und Pierre Galand, Vorsitzender der frankophonen belgischen ONG, sollten die Petition überbringen und anschließend im Gewerkschafts-casino über jüngste Entwicklungen berichten. Mustapha Barghouti, wurde allerdings von israelischer Seite die Ausreise verweigert.

Pierre Galand erläuterte noch

einmal die Forderungen der von ihm mitinitiierten Petition. Als Erstes soll der mit Israel und Palästina beschlossene Kooperationsvertrag auf Eis gelegt werden. "Für Palästina ist dies de facto der Fall, da wirtschaftliche Zusammenarbeit derzeit unmöglich ist. In dem Kooperationsabkommen sind politische und menschenrechtliche Mindeststandards zwingend vorgeschrieben, die Israel derzeit nicht erfüllt", meinte Galand. Allerdings blockiert vor allem Großbritannien derzeit eine solche Suspendierung. Als Zweites soll Israel gezwungen werden, die Genfer Konvention für Kriegsgefangene anzuwenden. Zur Zeit sind schätzungsweise 8.000 Palästinenser aus politischen Motiven in israelischer Haft, von denen nicht genau gewusst ist, wo sie sich befinden. Israel müsste unbedingt dem Roten Kreuz Zugang zu seinen Gefängnissen gewähren.

Sharons Strategie

Galand betonte, dass es ihm nicht um eine Brandmarkung Israels als Ganzes ginge: "Der Wunsch vieler Juden sich nach der Erfahrung der Shoa in Israel eine sichere Heimat aufzubauen, verdient den Respekt aller Europäer, die bei der Bekämpfung des Nationalsozialismus und bei der Befreiung der KZs eher eine Statistenrolle eingenommen haben". Aber die Zahl der in Israel lebenden Juden, die die Shoa noch miterlebt haben, sei stark rückläufig. Sharons heutige

Macht fuße auf einer seltsamen Koalition verschiedener Zuwanderer-Gruppen, darunter einer großen Zahl von Exil-Russen, die sich im Nachhinein als Nicht-Juden entpuppten - was sich auch an der steigenden Zahl orthodoxer Kirchen in so mancher israelischer Stadt bemerkbar mache.

Diese Tendenz bestätigte auch der jüdische Schriftsteller und Friedensaktivist Michel Warschawski, der sich selber als "juif errant" bezeichnet. Er erläuterte welche Strategie Sharon tatsächlich verfolgt: Die "Bantustanisierung" Palästinas. Dazu gehöre auch die Entmachtung Arafats als offiziellem Repräsentanten. Auf Nachfrage der woxx, ob Arafat nicht auch von den Palästinensern mehr und mehr in Frage gestellt würde, meinte Warschawski, dass seine heftigsten KritikerInnen seine Legitimation als solche kaum in Frage stellten. Er habe in den Augen vieler Fehler begangen, aber es würde auch anerkannt, dass er mehrfach mit dem Rücken zur Wand gestanden habe.

Warschawski, der vor kurzem eine neues Buch über seine Israelerfahrung vorgestellt hat (1) spitzt seine These zu: Sharon habe ein objektives Interesse, dass die Attentate gegen die Zivilbevölkerung weiter gehen. Die Schaffung eines Sicherheitszauns, ähnlich der Berliner Mauer, sei von langer Hand vorgeplant und passt genau in Sharons Strategie der Abschottung Palästinas, das er, zerstückelt und unregierbar, problemlos sich selbst überlassen könne.

(1) Michel Warschawski, "Sur la frontière", Editions Stock, Paris, 2002.